



Deuxième trimestre 2019

**États financiers et rapport de gestion sur la situation
financière et les résultats d'exploitation**

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus				
Produits (a)	9 228	9 516	17 193	17 416
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	33	27	50	61
Total des produits et des autres revenus	9 261	9 543	17 243	17 477
Dépenses				
Exploration	5	1	38	9
Achats de pétrole brut et de produits (b)	5 662	6 537	10 557	11 317
Production et fabrication (c)	1 715	1 646	3 310	3 077
Frais de vente et frais généraux (c)	236	273	449	467
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	463	412	857	809
Dépréciation et épuisement	392	358	782	735
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	36	26	72	53
Financement (d) (note 6)	23	26	51	49
Total des dépenses	8 532	9 279	16 116	16 516
Bénéfice (perte) avant impôts	729	264	1 127	961
Impôts sur le bénéfice	(483)	68	(378)	249
Bénéfice (perte) net	1 212	196	1 505	712
Informations par action (en dollars canadiens)				
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base (note 11)	1,58	0,24	1,95	0,86
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué (note 11)	1,57	0,24	1,94	0,86
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	2 234	1 769	3 956	3 142
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	908	1 374	1 636	2 266
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	161	156	322	297
(d) Sommes remboursables aux apparentés comprises dans le financement, (note 6).	24	22	52	42

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice (perte) net	1 212	196	1 505	712
Autres éléments du résultat étendu (perte), après impôts sur les bénéfices				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	-	-	18	(19)
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées pour la période	28	33	55	67
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	28	33	73	48
Résultat étendu (perte)	1 240	229	1 578	760

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 30 juin 2019	Au 31 déc. 2018
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 087	988
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a)	3 134	2 529
Stocks de pétrole brut et de produits	1 228	1 297
Matières, fournitures et charges payées d'avance	631	541
Total de l'actif à court terme	6 080	5 355
Investissements et créances à long terme (b)	894	857
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	54 263	53 944
Immobilisations corporelles, montant net	(20 025)	(19 719)
Écart d'acquisition	34 238	34 225
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	186	186
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	531	833
Total de l'actif	41 929	41 456
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	200	202
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	3 985	3 688
Impôts sur le bénéfice à payer	28	65
Total du passif à court terme	4 213	3 955
Dette à long terme (d) (note 7)	4 968	4 978
Autres obligations à long terme (e) (note 9)	3 076	2 943
Passif d'impôts futurs	4 650	5 091
Total du passif	16 907	16 967
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (f) (note 11)	1 410	1 446
Bénéfices réinvestis	25 056	24 560
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)	(1 444)	(1 517)
Total des capitaux propres	25 022	24 489
Total du passif et des capitaux propres	41 929	41 456

(a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprenaient des sommes remboursables nettes par des apparentés de 1 200 millions de dollars (666 millions de dollars en 2018).

(b) Les Investissements et créances à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 249 millions de dollars (146 millions de dollars en 2018).

(c) Les billets et emprunts comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 75 millions de dollars (75 millions de dollars en 2018).

(d) Les dettes à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2018).

(e) Les autres obligations à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 0 million de dollars (15 millions de dollars en 2018).

(f) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 763 millions (respectivement 1 100 millions et 783 millions en 2018).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 7 août 2019

/s/ Richard M. Kruger

Président du conseil,
président et chef de la direction

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-président principale,
finances et administration, et contrôleur

État consolidé des capitaux propres (PCGR des États-Unis, non vérifié)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Actions ordinaires à la valeur attribuée (note 11)				
Au début de la période	1 427	1 523	1 446	1 536
Émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions	-	-	-	-
Achats d'actions à la valeur attribuée	(17)	(40)	(36)	(53)
À la fin de la période	1 410	1 483	1 410	1 483
Bénéfices réinvestis				
Au début de la période	24 364	24 861	24 560	24 714
Bénéfice (perte) net de la période	1 212	196	1 505	712
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	(351)	(853)	(693)	(1 090)
Dividendes annoncés	(169)	(155)	(316)	(287)
À la fin de la période	25 056	24 049	25 056	24 049
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)				
Au début de la période	(1 472)	(1 800)	(1 517)	(1 815)
Autres éléments du résultat étendu (perte)	28	33	73	48
À la fin de la période	(1 444)	(1 767)	(1 444)	(1 767)
Capitaux propres à la fin de la période	25 022	23 765	25 022	23 765

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) net	1 212	196	1 505	712
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :				
Dépréciation et épuisement	392	358	782	735
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 4)	(11)	(9)	(6)	(19)
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	(471)	24	(475)	209
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :				
Comptes débiteurs	99	(340)	(605)	87
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	(40)	40	(21)	(177)
Impôts sur le bénéfice à payer	(9)	16	(37)	32
Comptes créditeurs et charges à payer	(175)	439	728	24
Autres postes – montant net (a) (b)	29	135	158	241
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 026	859	2 029	1 844
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles (b)	(394)	(357)	(825)	(728)
Produits de la vente d'actifs (note 4)	14	9	36	21
Prêt à une société dans laquelle la compagnie détient une participation en actions	(49)	(31)	(103)	(37)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(429)	(379)	(892)	(744)
Activités de financement				
Réduction d'obligations de location-financement (note 8)	(6)	(7)	(13)	(13)
Dividendes versés	(147)	(132)	(296)	(266)
Actions ordinaires achetées (note 11)	(368)	(893)	(729)	(1 143)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(521)	(1 032)	(1 038)	(1 422)
Augmentation (diminution) de trésorerie	76	(552)	99	(322)
Trésorerie au début de la période	1 011	1 425	988	1 195
Trésorerie à la fin de la période (c)	1 087	873	1 087	873
(a) Comprendait une cotisation aux régimes enregistrés de retraite.	(57)	(57)	(98)	(101)
(b) L'impact des programmes d'émission de carbone est inclus dans l'acquisition d'immobilisations corporelles et tous les autres postes, montant net.				
(c) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus tard trois mois après la date de leur achat.				

Transaction hors trésorerie

La société a retiré 570 millions de dollars d'actifs et de passifs correspondants liés à la révocation par le gouvernement de l'Ontario de sa loi sur le plafonnement et l'échange. L'impact de cette suppression n'a pas été reflété dans les lignes « Comptes créditeurs et charges à payer » et « Autres postes – montant net » de l'état consolidé des flux de trésorerie, car il ne s'agissait pas d'une opération en espèces.

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR) et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2018 sur le formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la « recherche fructueuse ».

Les résultats des six mois clos le 30 juin 2019 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. La norme exige que tous les contrats de location soient comptabilisés comme un actif au titre du droit d'utilisation et un passif dans le bilan. La méthode de transition utilisée par la compagnie applique la nouvelle norme sur les contrats de location à compter du 1^{er} janvier 2019. La compagnie a appliqué une politique visant à exclure du bilan la comptabilisation des baux à court terme et pris certaines mesures pratiques lors de l'adoption. Tel qu'autorisé, l'Impériale n'a pas réévalué si les contrats en vigueur sont ou contiennent des baux, la classification des baux existants, les coûts directs initiaux de tout bail existant et si les servitudes et droits de passage existants, qui n'étaient pas comptabilisés auparavant comme baux, sont ou contiennent un bail. Au moment de l'adoption de la norme comptable concernant les contrats de location, le 1^{er} janvier 2019, un passif au titre des contrats de location-exploitation de 298 millions de dollars a été comptabilisé et l'actif au titre du droit d'utilisation étaient de 298 millions de dollars. Il n'y a eu aucun ajustement à effet cumulatif des bénéfices.

3. Secteurs d'activité

Deuxième trimestre en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	2 587	2 318	6 375	6 870	266	328
Ventes intersectorielles	1 116	650	487	332	48	74
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	4	3	19	19	-	-
	3 707	2 971	6 881	7 221	314	402
Dépenses						
Exploration	5	1	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	1 802	1 573	5 338	5 803	171	216
Production et fabrication	1 171	1 106	474	488	70	52
Frais de vente et frais généraux	-	-	201	197	23	23
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	463	412	-	-
Dépréciation et épuisement	338	300	46	49	3	4
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 6)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	3 316	2 980	6 522	6 949	267	295
Bénéfice (perte) avant impôts	391	(9)	359	272	47	107
Impôts sur le bénéfice	(594)	(3)	101	71	9	29
Bénéfice (perte) net	985	(6)	258	201	38	78
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	585	(10)	423	776	52	116
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	301	183	111	88	6	7

Deuxième trimestre en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	9 228	9 516
Ventes intersectorielles	-	-	(1 651)	(1 056)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	10	5	-	-	33	27
	10	5	(1 651)	(1 056)	9 261	9 543
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	5	1
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(1 649)	(1 055)	5 662	6 537
Production et fabrication	-	-	-	-	1 715	1 646
Frais de vente et frais généraux	14	54	(2)	(1)	236	273
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	463	412
Dépréciation et épuisement	5	5	-	-	392	358
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	36	26	-	-	36	26
Financement (note 6)	23	26	-	-	23	26
Total des dépenses	78	111	(1 651)	(1 056)	8 532	9 279
Bénéfice (perte) avant impôts	(68)	(106)	-	-	729	264
Impôts sur le bénéfice	1	(29)	-	-	(483)	68
Bénéfice (perte) net	(69)	(77)	-	-	1 212	196
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(34)	(23)	-	-	1 026	859
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	11	6	-	-	429	284

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 2 152 millions de dollars (1 561 millions de dollars en 2018). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-acquisition, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Six mois au 30 juin en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	4 827	4 307	11 849	12 477	517	632
Ventes intersectorielles	2 064	1 307	935	694	120	147
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	4	4	29	41	-	-
	6 895	5 618	12 813	13 212	637	779
Dépenses						
Exploration	38	9	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	3 388	2 947	9 920	10 097	364	418
Production et fabrication	2 327	2 118	855	856	128	103
Frais de vente et frais généraux	-	-	380	370	44	44
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	857	809	-	-
Dépréciation et épuisement	672	618	92	100	7	7
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 6)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	6 425	5 692	12 104	12 232	543	572
Bénéfice (perte) avant impôts	470	(74)	709	980	94	207
Impôts sur le bénéfice	(573)	(24)	194	258	22	56
Bénéfice (perte) net	1 043	(50)	515	722	72	151
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	865	327	1 155	1 366	100	199
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	673	389	240	145	23	11
Total des actifs au 30 juin (c) (d)	35 059	34 781	5 041	5 090	451	408

Six mois au 30 juin en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	17 193	17 416
Ventes intersectorielles	-	-	(3 119)	(2 148)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	17	16	-	-	50	61
	17	16	(3 119)	(2 148)	17 243	17 477
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	38	9
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(3 115)	(2 145)	10 557	11 317
Production et fabrication	-	-	-	-	3 310	3 077
Frais de vente et frais généraux	29	56	(4)	(3)	449	467
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	857	809
Dépréciation et épuisement	11	10	-	-	782	735
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	72	53	-	-	72	53
Financement (note 6)	51	49	-	-	51	49
Total des dépenses	163	168	(3 119)	(2 148)	16 116	16 516
Bénéfice (perte) avant impôts	(146)	(152)	-	-	1 127	961
Impôts sur le bénéfice	(21)	(41)	-	-	(378)	249
Bénéfice (perte) net	(125)	(111)	-	-	1 505	712
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(91)	(48)	-	-	2 029	1 844
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	22	13	-	-	958	558
Total des actifs au 30 juin (c) (d)	1 822	1 438	(444)	(327)	41 929	41 390

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 3 816 millions de dollars (2 768 millions de dollars en 2018). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-acquisition, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.
- (c) À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. Au 30 juin 2019, le total de l'actif comprend des biens loués en vertu de contrats de location-exploitation d'une valeur de 261 millions de dollars. Le choix a été fait de ne pas retraiter les exercices antérieurs. Pour plus de détails, voir la note 8.
- (d) La société a retiré 570 millions de dollars de l'actif total et du passif correspondant liés à la révocation par le gouvernement de l'Ontario de sa loi sur le plafonnement et l'échange.

4. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits de la vente d'actifs	14	9	36	21
Valeur comptable de la vente d'actifs	3	-	30	2
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts	11	9	6	19
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts	10	8	6	15

5. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Avantages de retraite :				
Coût des services actuels	57	60	114	120
Intérêts débiteurs	81	75	162	151
Rendement prévu de l'actif des régimes	(88)	(100)	(175)	(201)
Amortissement du coût des services passés	-	1	-	2
Amortissement des pertes (gains) actuariels	38	43	75	87
Coût net des prestations constituées de l'exercice	88	79	176	159
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Coût des services actuels	4	4	8	8
Intérêts débiteurs	6	6	11	11
Amortissement des pertes (gains) actuariels	(1)	1	(1)	3
Coût net des prestations constituées de l'exercice	9	11	18	22

6. Financement et renseignements supplémentaires sur les billets et emprunts

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Intérêts sur la dette	34	32	73	62
Intérêts capitalisés	(11)	(6)	(22)	(13)
Intérêts débiteurs – montant net	23	26	51	49
Autres intérêts	-	-	-	-
Financement total	23	26	51	49

7. Dette à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 30 juin	Au 31 déc.
	2019	2018
Dette à long terme	4 447	4 447
Location-financement (a)	521	531
Total de la dette à long terme	4 968	4 978

(a) L'analyse des échéances des dettes de location-financement est présentée à la note 8.

8. Contrats de location

En général, la compagnie achète les biens, les installations et les équipements de production, mais il arrive que des actifs soient loués, principalement des wagons-citernes, des navires, des cuves de stockage et autres équipements mobiles. Le passif au titre des contrats de location-exploitation et l'actif au titre du droit d'utilisation sont comptabilisés au bilan pour les contrats de location d'une durée initiale attendue supérieure à un an, en actualisant les montants fixes du contrat de location pour la durée de la location qui est raisonnablement certaine, en tenant compte de la probabilité d'exercice d'une option de résiliation anticipée ou de prolongation. La partie des paiements fixes liée aux frais de service des ententes à long terme de prestation de transport est exclue du calcul de l'actif au titre du droit d'utilisation et du passif au titre des contrats de location. Les actifs sont habituellement loués pour une partie de leur vie utile seulement et sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation. Dans des situations bien précises, les actifs sont loués pour pratiquement toute leur durée de vie utile et sont comptabilisés comme des contrats de location-financement. En général, les contrats de location sont capitalisés en utilisant le taux d'emprunt marginal de la compagnie.

Les paiements variables en vertu de ces contrats de location ne sont pas importants. Les garanties de valeur résiduelle, les restrictions ou les clauses liées aux contrats de location, de même que les transactions avec des apparentés ne sont pas non plus importantes. Les activités de la compagnie en tant que bailleur ne sont pas significatives.

Au moment de l'adoption de la norme comptable concernant les contrats de location, le 1^{er} janvier 2019, un passif au titre des contrats de location-exploitation de 298 millions de dollars a été comptabilisé et l'actif au titre du droit d'utilisation était de 298 millions de dollars. Il n'y a eu aucun ajustement à effet cumulatif des bénéfices.

Le tableau suivant résume le total des dépenses de location engagées :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre 2019		Six mois au 30 juin 2019	
	Contrats de location-exploitation	Contrats de location-financement	Contrats de location-exploitation	Contrats de location-financement
Coût des contrats de location-exploitation	37		74	
Court terme et autre (net des revenus de sous-location)	25		40	
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		14		27
Intérêt sur les dettes de location		10		20
Coût total de location	62	24	114	47

Le tableau suivant résume les montants relatifs aux contrats de location-exploitation et de location-financement comptabilisés au bilan consolidé :

en millions de dollars canadiens	Au 30 juin 2019	
	Contrats de location-exploitation	Contrats de location-financement
Actif au titre du droit d'utilisation		
Inclus dans Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	261	
Inclus dans Immobilisations corporelles, montant net		574
Actif total au titre du droit d'utilisation	261	574
Charges de location exigibles durant l'année		
Inclus dans Comptes créditeurs et charges à payer	118	38
Inclus dans Billets et emprunts		25
Passif au titre des contrats de location à long terme		
Inclus dans Autres obligations à long terme	141	-
Inclus dans Dette à long terme		521
Passif total au titre des contrats de location	259	584

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

L'analyse des échéances des dettes locatives de la compagnie, la moyenne pondérée de la durée restante des contrats de location et la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués sont résumées ci-dessous :

	Au 30 juin 2019	
en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
Analyse des échéances des dettes locatives		
Mois restants de 2019	68	55
2020	94	71
2021	46	50
2022	15	49
2023	13	48
2024	11	47
2025 et après	30	1 086
Total des paiements de location	277	1 406
Valeur actualisée	(18)	(822)
Passif total au titre des contrats de location	259	584
Moyenne pondérée de la durée restante des contrats de location (années)	4	41
Moyenne pondérée du taux d'actualisation (%)	2,7	7,5

En plus du passif au titre des contrats de location-exploitation dans le tableau ci-dessus, en date du 30 juin 2019, les engagements locatifs non actualisés pour des contrats de location n'ayant pas encore débuté totalisent 1 million de dollars.

Le tableau ci-dessous résume les sommes versées pour des montants inclus dans l'évaluation du passif au titre des contrats de location et l'actif au titre du droit d'utilisation obtenu en échange de nouveaux contrats de location :

	Deuxième trimestre 2019		Six mois au 30 juin 2019	
en millions de dollars canadiens	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
Sommes versées pour des montants inclus dans l'évaluation du passif au titre des contrats de location				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37		73	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		28		35
Passif au titre du droit d'utilisation hors trésorerie comptabilisé comme passif de location				
Pour l'adoption le 1 ^{er} janvier de la norme <i>Leases (Topic 842)</i>			298	
En échange du passif au titre de nouveaux contrats de location en cours d'exercice			34	

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Au 31 décembre 2018, la compagnie était liée par des contrats de location-exploitation non résiliables visant principalement des cuves de stockage, des wagons-citernes et des navires assortis d'engagements locatifs minimaux non actualisés s'élevant à 291 millions de dollars, comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Au 31 déc. 2018
en millions de dollars canadiens	
<hr/>	
Paiements exigibles par exercice	
2019	130
2020	82
2021	43
2022	13
2023	11
2024 et après	12
Total des paiements locatifs en vertu d'engagements minimaux (a)	291

(a) En 2018, les charges locatives découlant des contrats de location-exploitation résiliables et non résiliables se sont élevées à 221 millions de dollars (206 millions de dollars en 2017, 253 millions de dollars en 2016). Les revenus locatifs connexes n'étaient pas significatifs.

9. Autres obligations à long terme

	Au 30 juin 2019	Au 31 déc. 2018
en millions de dollars canadiens		
<hr/>		
Avantages de retraite (a)	1 153	1 195
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 446	1 435
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	95	78
Passif au titre des contrats de location-exploitation (c)	141	-
Autres obligations	241	235
Total des autres obligations à long terme	3 076	2 943

(a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprenaient aussi 55 millions de dollars à titre de passif à court terme (55 millions de dollars en 2018).

(b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 118 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (118 millions de dollars en 2018).

(c) À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. La norme exige que tous les contrats de location soient comptabilisés au bilan comme un actif au titre du droit d'utilisation et un passif. Le passif au titre des contrats de location à long terme est inclus dans Autres obligations à long terme (note 8).

10. Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la compagnie est déterminée en fonction de diverses données du marché et d'autres techniques d'évaluation pertinentes. Il n'y a pas de différence importante entre la juste valeur des instruments financiers de la compagnie et la valeur comptable inscrite aux livres. Au 30 juin 2019 et 31 décembre 2018, la juste valeur de la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations de location-financement) était principalement une mesure de niveau 2.

11. Actions ordinaires

	En date du 30 juin 2019	En date du 31 déc. 2018
milliers d'actions		
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	762 774	782 565

Le programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois qui était en place au deuxième trimestre de 2019 est entré en vigueur le 27 juin 2018. Le programme a permis à la compagnie d'acheter jusqu'à 40 391 196 actions ordinaires (5 % du total des actions le 13 juin 2018), y compris des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et d'Exxon Mobil Corporation en même temps que l'offre publique de rachat dans le cours normal, mais en dehors de celui-ci. Exxon Mobil Corporation a participé à l'opération afin de maintenir son pourcentage de participation dans l'Impériale à environ 69,6 %.

Le programme actuel d'offre de rachat ordinaire d'une durée de 12 mois a pris effet le 27 juin 2019 au titre duquel l'Impériale poursuivra son programme de rachat d'actions actuel. Le programme permet à la compagnie d'acheter jusqu'à 38 211 086 actions ordinaires (5 % du total des actions le 13 juin 2019), y compris des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et d'Exxon Mobil Corporation en même temps que l'offre publique de rachat dans le cours normal, mais en dehors de celui-ci. Dans le passé, la société Exxon Mobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital.

L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées :

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2017	831 242	1 536
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2	-
Achats à la valeur attribuée	(48 679)	(90)
Solde au 31 décembre 2018	782 565	1 446
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(19 791)	(36)
Solde au 30 juin 2019	762 774	1 410

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution et les dividendes déclarés par la société sur ses actions ordinaires en circulation :

	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	1 212	196	1 505	712
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	767,4	816,1	772,5	822,6
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	1,58	0,24	1,95	0,86
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	1 212	196	1 505	712
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	767,4	816,1	772,5	822,6
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions)	2,5	2,7	2,4	2,6
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	769,9	818,8	774,9	825,2
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	1,57	0,24	1,94	0,86
Dividendes par action ordinaire – annoncés (en dollars)	0,22	0,19	0,41	0,35

12. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2019	2018
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 517)	(1 815)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés		
provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	18	(19)
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	55	67
Solde au 30 juin	(1 444)	(1 767)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu – produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(37)	(46)	(74)	(92)

(a) Le cumul de ces autres éléments du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 5).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs complémentaire de retraite (excluant l'amortissement)	-	-	7	(7)
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	9	13	19	25
Total	9	13	26	18

13. Normes comptables publiées récemment

À compter du 1^{er} janvier 2020, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. L'Impériale évalue la norme et ses effets sur les états financiers de la compagnie.

Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation

Résultats d'exploitation

Comparaison des deuxièmes trimestres de 2019 et de 2018

Le bénéfice net de la compagnie au second trimestre de 2019 s'est établi à 1 212 millions de dollars ou 1,57 dollar par action sur une base diluée, en hausse par rapport à 196 millions de dollars ou 0,24 dollar par action pour la même période en 2018. Les résultats du deuxième trimestre de 2019 tiennent compte de l'incidence favorable, surtout hors trésorerie, de 662 millions de dollars liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta. Le 28 juin 2019, le gouvernement de l'Alberta a adopté une réduction de 4 % du taux d'imposition provincial, le faisant passer de 12 à 8 % d'ici 2022.

Le bénéfice net du secteur amont s'est établi à 985 millions de dollars au deuxième trimestre, reflétant l'incidence favorable de la baisse de 689 millions de dollars du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta. Abstraction faite de cette incidence, le bénéfice net du deuxième trimestre de 2019 s'est établi à 296 millions de dollars, en hausse de 302 millions de dollars par rapport à une perte nette de 6 millions de dollars pour la période correspondante de 2018. L'amélioration des résultats reflète la hausse des volumes d'environ 310 millions de dollars, principalement à Syncrude, à Kearn et à Norman Wells, ainsi que l'incidence de la hausse du prix touché pour le pétrole brut canadien d'environ 80 millions de dollars. Les résultats ont subi l'incidence négative de l'augmentation des charges d'exploitation d'environ 60 millions de dollars et des redevances plus élevées d'environ 50 millions de dollars.

Le prix moyen du West Texas Intermediate (WTI) s'est établi à 59,91 dollars américains le baril au deuxième trimestre de 2019, contre 67,91 dollars américains le baril au trimestre correspondant de 2018. Western Canada Select (WCS) s'est établi en moyenne à 49,31 dollars américains le baril et à 48,81 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. L'écart entre le WTI et le WCS s'est rétréci au cours du deuxième trimestre de 2019 pour s'établir en moyenne à environ 11 dollars américains le baril pour le trimestre, comparativement à environ 19 dollars américains le baril à la même période en 2018.

Le dollar canadien s'est établi en moyenne à 0,75 dollar américain au deuxième trimestre de 2019, en baisse de 0,03 dollar américain par rapport au deuxième trimestre de 2018.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a augmenté au cours du trimestre, principalement en raison de la baisse des coûts des diluants. Le prix touché pour le bitume s'est établi en moyenne à 57,19 dollars le baril au deuxième trimestre de 2019, en hausse par rapport à 48,90 dollars le baril au deuxième trimestre de 2018. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué dans l'ensemble, conformément au WTI au cours du trimestre, rajusté en fonction des variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 79,96 dollars le baril au deuxième trimestre de 2019, contre 86,31 dollars le baril à la période correspondante de 2018.

La production brute de bitume de Cold Lake s'est établie en moyenne à 135 000 barils par jour au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 133 000 pour la période correspondante de 2018.

La production brute de bitume de Kearn s'est établie en moyenne à 207 000 barils par jour au deuxième trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 147 000 barils), en hausse par rapport à 180 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 128 000 barils) au deuxième trimestre de 2018. L'augmentation de la production est principalement attribuable à l'amélioration de la fiabilité.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude fut en moyenne de 80 000 barils par jour, en hausse par rapport à 50 000 barils par jour du deuxième trimestre de 2018. L'augmentation de la production est principalement attribuable à l'absence d'activités de révision et à l'incidence de la panne d'électricité de 2018.

Le bénéfice net du secteur Aval était de 258 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 201 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018. La hausse du bénéfice s'explique principalement par la diminution de l'incidence nette des révisions d'environ 150 millions de dollars, contrebalancée en partie par des incidents de fiabilité d'environ 70 millions de dollars, dont l'incident de la tour de Sarnia.

Le débit moyen des raffineries était de 344 000 barils par jour, contre 363 000 barils par jour au deuxième trimestre de 2018. L'utilisation de la capacité a été de 81 %, comparativement à 86 % au deuxième trimestre de 2018. La baisse du débit est principalement attribuable à l'incidence d'une révision planifiée et de l'incident à la tour de Sarnia, partiellement compensée par l'absence de la révision planifiée de 2018 à Strathcona.

Les ventes de produits pétroliers se sont élevées à 477 000 barils par jour, contre 510 000 barils par jour lors du deuxième trimestre de 2018. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la baisse des volumes raffinés.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques s'est établi à 38 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 78 millions de dollars au trimestre correspondant de 2018, ce qui reflète principalement la baisse des marges.

Les charges de la Société et autres charges se sont établies à 69 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 77 millions de dollars pour la période correspondante de 2018.

Comparaison du premier semestre de 2019 et de 2018

Le bénéfice net des six premiers mois de 2019 s'est établi à 1 505 millions de dollars ou 1,94 dollar par action sur une base diluée, en hausse par rapport au bénéfice net de 712 millions de dollars ou 0,86 dollar par action pour les six premiers mois de 2018. Les résultats de 2019 tiennent compte de l'incidence favorable, surtout hors trésorerie, de 662 millions de dollars liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta. Le 28 juin 2019, le gouvernement de l'Alberta a adopté une réduction de 4 % du taux d'imposition provincial, le faisant passer de 12 à 8 % d'ici 2022.

Le bénéfice net du secteur amont s'est établi à 1 043 millions de dollars pour les six premiers mois de l'exercice, reflétant l'incidence favorable de la baisse de 689 millions de dollars du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta. Abstraction faite de cette incidence, le bénéfice net de 2019 s'est établi à 354 millions de dollars, en hausse de 404 millions de dollars par rapport à une perte nette de 50 millions de dollars pour la période correspondante de 2018. L'amélioration des résultats reflète la hausse des volumes d'environ 330 millions de dollars, principalement à Syncrude, à Kearl et à Norman Wells, ainsi que l'incidence du prix touché pour le pétrole brut canadien d'environ 260 millions de dollars et l'incidence favorable du taux de change d'environ 60 millions de dollars. Les résultats ont subi l'incidence négative de l'augmentation des charges d'exploitation d'environ 180 millions de dollars et des redevances plus élevées d'environ 80 millions de dollars.

Le prix moyen du baril de West Texas Intermediate s'est établi à 57,45 dollars américains au premier semestre de 2019, contre 65,44 dollars américains pour la période correspondante de 2018. Western Canada Select s'est établi en moyenne à 45,88 dollars américains le baril et à 43,74 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. L'écart entre le WTI et le WCS s'est rétréci pour s'établir à environ 12 dollars américains le baril en moyenne au premier semestre de 2019, contre environ 22 dollars américains le baril à la même période en 2018.

Le dollar canadien s'est établi en moyenne à 0,75 dollar américain au premier semestre de 2019, en baisse de 0,03 dollar américain par rapport à la même période en 2018.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a augmenté au cours du premier semestre de 2019, principalement en raison de la baisse des coûts des diluants et de l'augmentation de WCS. Le prix touché pour le bitume s'est établi en moyenne à 53,20 dollars le baril, en hausse par rapport à 41,84 dollars le baril à la même période en 2018. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué de façon générale conformément au WTI, rajusté pour tenir compte des variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 74,77 dollars le baril, contre 81,24 dollars le baril pour la période correspondante de 2018.

La production brute de bitume de Cold Lake s'est établie en moyenne à 140 000 barils par jour au premier semestre de 2019, contre 143 000 barils par jour à la période correspondante de 2018.

La production brute de bitume de Kearl s'est établie en moyenne à 193 000 barils par jour au premier semestre de 2019 (la part de l'Impériale se chiffrant à 137 000 barils), en hausse par rapport à 181 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 128 000 barils) à la même période en 2018. L'augmentation de la production est principalement attribuable à l'amélioration de la fiabilité.

Au cours du premier semestre de 2019, la quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est élevée en moyenne à 79 000 barils par jour, en hausse par rapport à 57 000 barils par jour pour la période correspondante de 2018. L'augmentation de la production est principalement attribuable à l'absence d'activités de révision et à l'incidence de la panne d'électricité de 2018.

Le bénéfice net du secteur Aval s'est établi à 515 millions de dollars pour les six premiers mois de 2019, comparativement à 722 millions de dollars pour la période correspondante de 2018. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une baisse des marges d'environ 210 millions de dollars d'événements de fiabilité d'environ 130 millions de dollars, y compris l'incident de la tour de Sarnia, et d'une baisse des volumes de ventes d'environ 70 millions de dollars. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une diminution de l'incidence nette des délais d'exécution d'environ 150 millions de dollars et par des effets de change favorables d'environ 70 millions de dollars.

Le débit moyen des raffineries était de 364 000 barils par jour au cours des six premiers mois de l'année 2019, contre 386 000 barils au cours de la même période en 2018. Le taux d'utilisation de la capacité a été de 86 %, comparativement à 91 % pour la même période en 2018. La baisse du débit est principalement attribuable à l'incidence d'une révision planifiée et de l'incident à la tour de Sarnia, partiellement compensée par l'absence de la révision planifiée de 2018 à Strathcona.

Les ventes de produits pétroliers s'élevaient à 477 000 barils par jour au cours des six premiers mois de 2019, contre 494 000 barils par jour lors de la période correspondante en 2018. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la baisse des volumes raffinés.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques s'est établi à 72 millions de dollars au premier semestre de 2019, contre 151 millions de dollars à la période correspondante de 2018, ce qui reflète principalement la baisse des marges.

Les charges du siège social et autres charges se sont établies à 125 millions de dollars pour le premier semestre de 2019, contre 111 millions de dollars pour la période correspondante de 2018.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 1 026 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 859 millions de dollars au trimestre correspondant de 2018, reflétant la hausse du bénéfice partiellement contrebalancée par l'incidence des fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 429 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 379 millions de dollars à la période correspondante de 2018.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 521 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 1 032 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018. Les dividendes versés au deuxième trimestre de 2019 se sont élevés à 147 millions de dollars. Le dividende par action versé au deuxième trimestre a été de 0,19 dollar, en hausse par rapport à 0,16 dollar pour la période correspondante de 2018. Au cours du deuxième trimestre, la compagnie, dans le cadre de son programme d'achat d'actions, a acheté environ 9,8 millions d'actions pour 368 millions de dollars, y compris des actions achetées d'Exxon Mobil Corporation. Au deuxième trimestre de 2018, la compagnie a acheté environ 21,4 millions d'actions pour 893 millions de dollars à la suite de l'augmentation de son programme d'achat d'actions.

Le solde de trésorerie de la compagnie s'établissait à 1 087 millions de dollars au 30 juin 2019, contre 873 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2018.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 2 029 millions de dollars au premier semestre de 2019, en hausse par rapport à 1 844 millions de dollars à la période correspondante de 2018, ce qui reflète principalement la hausse du bénéfice.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 892 millions de dollars au premier semestre de 2019, comparativement à 744 millions de dollars en 2018, principalement en raison de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 1 038 millions de dollars au premier semestre de 2019, contre 1 422 millions de dollars à la période correspondante de 2018. Les dividendes versés au premier semestre de 2019 se sont élevés à 296 millions de dollars. Le dividende par action versé au premier semestre de 2019 s'est élevé à 0,38 dollar, contre 0,32 dollar pour la période correspondante de 2018. Au cours des six premiers mois de 2019, la compagnie, dans le cadre de son programme d'achat d'actions, a acheté environ 19,8 millions d'actions pour 729 millions de dollars, y compris les actions achetées d'Exxon Mobil Corporation. Au cours des six premiers mois de 2018, la compagnie a acheté environ 28,6 millions d'actions pour 1 143 millions de dollars à la suite de l'augmentation de son programme d'achat d'actions.

Le 21 juin 2019, la compagnie a annoncé dans un communiqué de presse qu'elle avait reçu de la Bourse de Toronto l'autorisation de lancer une offre publique de rachat ordinaire et qu'elle poursuivait son programme existant de rachat d'actions. Le programme permet à la compagnie de racheter jusqu'à un maximum de 38 211 086 actions ordinaires entre le 27 juin 2019 et le 26 juin 2020. Ce maximum comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société Exxon Mobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital. Le programme prendra fin le 26 juin 2020 ou lorsque la compagnie aura racheté le maximum autorisé d'actions.

Normes comptables publiées récemment

À compter du 1^{er} janvier 2020, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. L'Impériale évalue la norme et ses effets sur les états financiers de la compagnie.

Énoncés prospectifs

Les énoncés contenus dans le présent rapport qui sont liés à des situations ou à des événements futurs, y compris les prévisions, les objectifs, les attentes, les estimations et les plans d'affaires, sont des énoncés prévisionnels. Les déclarations relatives au programme de rachat d'actions et aux activités d'investissement constituent des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, projections et hypothèses actuelles de la compagnie au moment où les énoncés sont faits. Les résultats financiers et d'exploitation futurs réels, y compris les attentes et les hypothèses concernant la croissance de la demande et les sources, l'offre et la composition de l'énergie; le prix des marchandises et les taux de change; les taux, la croissance et la composition de la production; les lois et politiques gouvernementales applicables; les sources de financement; et les dépenses reliées aux immobilisations et à l'environnement pourraient varier considérablement selon un certain nombre de facteurs. Ces facteurs comprennent les variations de l'offre et de la demande de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers et pétrochimiques ainsi que les répercussions sur les prix et les marges qui en découlent; le transport pour accéder aux marchés; les événements politiques ou réglementaires, y compris les modifications apportées aux lois ou aux politiques gouvernementales; les risques environnementaux inhérents aux activités d'exploration pétrolière et gazière et à la production et aux activités connexes; la réglementation environnementale; les taux de change; la disponibilité et la répartition du capital; les perturbations opérationnelles imprévues; la gestion de projet et les échéanciers; les dangers et les risques opérationnels; les incidents de cybersécurité; la préparation aux catastrophes; et les autres facteurs dont il est question dans les facteurs de risque à la rubrique 1A et à la rubrique 7 du rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Compagnie Pétrolière Impériale Limitée du plus récent rapport annuel sur le formulaire 10-K.

Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, qui sont parfois similaires à ceux d'autres sociétés pétrolières et gazières, parfois exclusifs à l'Impériale. Les résultats réels de l'Impériale peuvent être sensiblement différents des résultats implicites ou explicites selon les énoncés prospectifs, et les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier aveuglément. L'Impériale ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de toute révision des énoncés prospectifs contenus aux présentes, sauf si la loi l'exige.

Le terme « projet » tel qu'il est utilisé dans ce rapport peut renvoyer à toute une gamme d'activités différentes et n'a pas nécessairement le même sens que celui qu'on lui donne dans les rapports sur la transparence des paiements au gouvernement.

Informations quantitatives et qualitatives sur les risques de marché

L'information sur les risques liés au marché pour les six mois clos le 30 juin 2019 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 25 du rapport annuel de la compagnie sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.